

printemps 2018

Ressources & Territoires

Des services
de proximité
partout, pour tous

Le grand sujet, page 5

Une belle aventure
solidaire, comme
dans... *Le Livre Vert*

page 11

*EnVols, une
épicerie sociale
qui décolle !*

page 12



PÔLE TERRITORIAL
DE SOLIDARITÉ
DES HAUTS
DE GARONNE



L'édito



Les brèves

Sommaire

- 3-4 > Les brèves d'actu
- 5 > Des services de proximité partout, pour tous
- 10 > Un jardin pour cultiver le lien
- 11 > Une belle aventure solidaire, comme dans...
Le Livre Vert
- 12 > *EnVols*, une épicerie sociale qui décolle !
- 14 > Les repères
- 16 > Selfie !

Ressources & Territoires

printemps 2018



Photo de couverture : PTS des Hauts-de-Garonne
© Département de la Gironde

RESSOURCES & TERRITOIRES, le magazine édité par le Département de la Gironde, Direction de la Communication - 1 esplanade Charles-de-Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex - tél. 05 56 99 33 33 - Directeur de la Publication : Frédéric Duprat - Rédactrice en chef : Brigitte Botte - Coordination : Laurence Tauzin - Rédaction : Brigitte Botte - Crédits photo : Département de la Gironde ; Mairie de Martignas-sur-Jalle ; Mairie de Guillos ; CdC du Pays Foyen ; Association *EnVols* ; *Le Livre Vert*, Catherine Passerin ; Paul Robin, photographe ; Eric Castagnotto, architecte DPLG - Conception graphique : Graphism&*, Marc Vernier ; Fanny Amirault - Impression CID sur papier FSC recyclé 100 % - Dépôt légal : mai 2014 - Tirage : 13 000 exemplaires - ISSN / 1143.1555.

Si l'attractivité de notre département constitue un atout indéniable pour la vitalité de nos territoires, elle entraîne également de nouveaux besoins. Il s'agit de bien les anticiper et de s'organiser au mieux pour conjuguer l'attractivité avec le maintien du lien social et l'amélioration de la qualité de vie.

Dans ce numéro, Ressources & Territoires revient sur le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public, co-animé avec l'Etat et adopté à l'unanimité par le Conseil départemental au mois de décembre. Vous y trouverez des exemples d'actions concrètes et innovantes que le Département est fier de soutenir.

S'il était déjà incontournable sur l'ensemble du territoire, via l'implantation de ses services et le soutien qu'il apporte aux acteurs de terrain, le Département assure désormais un rôle de coordination de l'action des différentes parties prenantes.

En la matière, l'ambition que porte le Département est simple :

Des services de proximité pour tous ! Il s'agit d'offrir aux Girondines et aux Girondins un panier de services, proche de chez eux, avec une attention particulière pour les publics les plus fragiles.

Des services de proximité partout ! Au même titre que le plan Gironde Haut Méga pour le très haut débit, il s'agit de garantir un service de qualité sur l'ensemble du territoire girondin. Et le sujet n'est pas anecdotique dans le plus grand département de France.

Offrir des services de qualité, en s'adaptant aux spécificités de chaque territoire et aux besoins réels des habitants, c'est pour nous la meilleure façon de lutter contre le sentiment d'abandon que peuvent ressentir certains de nos concitoyens.

Le Président du Conseil départemental de la Gironde

Jean-Luc Gleyze

Les rendez-vous

26/03/2018

Commission permanente

05/04/2018

Séance plénière - Vote du taux
Adoption du compte administratif

26/04/2018

Atelier Interscot

28/04/2018

Inauguration du Pont Eiffel
à Saint-Vincent-de-Paul

**Du 12 au 21/05
2018**

Foire internationale de Bordeaux

17/05/2018

Commission permanente

18/05/2018

Journée des maires à la Foire
internationale de Bordeaux

28/06/2018

Séance plénière - Budget
supplémentaire

d'actu

Votre rendez-vous saisonnier

Ressources & Territoires

printemps 2018

est une publication saisonnière :

> de dossiers et de ressources pour les acteurs des territoires et une vitrine du laboratoire des projets territoriaux.

> envoyée aux élus locaux girondins, aux entreprises et associations qui ont participé aux pactes territoriaux

> éditée à 13 000 exemplaires

Inscrivez-vous !... En ligne, à la newsletter de cette communauté d'acteurs locaux pour recevoir tous les mois l'actualité des territoires girondins et des politiques publiques départementales par mail.

Et retrouvez votre journal trimestriel sur le portail internet du Département : gironde.fr/collectivites



Accompagner, donner des idées, suggérer, partager des expériences, donner la parole aux acteurs locaux.

CONSEILLER Gironde Ressources, l'agence au service des territoires

Constituée en mai dernier, l'agence couvre tout le territoire girondin et compte aujourd'hui **328 adhérents** dont 294 communes, 22 EPCI et 12 syndicats.

Pour bénéficier d'un accompagnement par l'agence Gironde Ressources, **l'adhésion est obligatoire.** Cette adhésion permet, quels que soient le territoire et le nombre d'habitants, de bénéficier de l'apport en ingénierie et en ressources de l'agence.

Deux nouveaux services pour les adhérents :

- **Intr@geo** est un système pour accéder à une information géographique de qualité, exhaustive et évolutive. Pour tout savoir sur ce nouveau service, des réunions seront prochainement organisées pour les maires, présidents d'intercommunalités et leurs équipes administratives.

- **Une nouvelle plateforme** pour apporter des réponses aux questions des adhérents et faciliter la gestion des projets va voir le jour dans les semaines à venir.

Contact :
05 56 99 57 70
gironderessources@gironde.fr
gironde.fr/gironde-ressources

**Gironde
Ressources**
L'agence au service
des territoires

TOUT LE MONDE S'EN FOUT, EH BIEN PAS NOUS !

Les usages numériques augmentent de 30% par an mais les opérateurs privés ne déploient les réseaux Très Haut Débit que sur les zones jugées rentables : Bordeaux Métropole et la commune de Libourne. **410 000 foyers sont ainsi mis de côté en Gironde !** Le Département a décidé d'agir avec les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, la Région Nouvelle Aquitaine et l'État pour financer le Plan Gironde Haut Méga.

1 224 chantiers prévus vont se dérouler sur 6 ans en Gironde (hors Métropole et ville de Libourne).

girondehautmega.fr



Coût total du chantier

669 M€

= plus grand chantier départemental de France

Dont

115 M€

investis par les collectivités partenaires

FAIRE AVANCER LES PROJETS LOCAUX Pactes territoriaux

Les prochains conseils de territoires (7^e série) auront lieu les :

- **mercredi 16 mai, 9h30 :** Porte du Médoc
- **jeudi 17 mai, 14h30 :** Médoc
- **mardi 29 mai, 14h30 :** Hauts-de-Garonne
- **mardi 5 juin, 9h30 :** Libournais
- **mardi 5 juin, 14h30 :** Haute Gironde
- **lundi 11 juin, 14h30 :** Graves
- **lundi 18 juin, 14h30 :** Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre
- **mardi 19 juin, 14h30 :** Bordeaux
- **mercredi 20 juin, 14h30 :** Sud Gironde

METTRE EN RELATION Stages de 3^e

Le Département a créé une plateforme collaborative recensant les offres de stages des entreprises, collectivités et associations pour aider les collégiens de 3^e à trouver un stage. Parents d'élèves, salariés, entrepreneurs, peuvent proposer un stage à partir d'avril 2018 afin de valoriser son métier et faire découvrir son activité.

À partir de septembre 2018, les collégiens pourront s'y connecter pour trouver leur stage.

Contact
05 56 99 57 76
gironde.fr/stages3e



la question à Christine BOST

1^{ère} Vice-présidente
chargée des synergies,
stratégies et développement
des territoires



Le Département peut-il contribuer à un meilleur maillage territorial en matière de services au public ?

Oui bien sûr !

Il le peut, d'une part avec ses propres services, et d'autre part en favorisant le déploiement de ceux portés par d'autres.

Le Département est partout ! Il est présent dans le quotidien des Girondins, que ce soit par ses compétences obligatoires (solidarité, collèges, routes, lecture publique...) ou par sa volonté d'accompagner les territoires dans leur développement (aides aux communes et intercommunalités, aux associations).

Nous devons veiller à garantir les équilibres, c'est-à-dire à agir sur les territoires les plus fragiles, être aux côtés des élus et acteurs locaux dont les projets liés à la santé, à l'éducation, aux commerces de proximité, à la mobilité, à la culture, vont contribuer à développer des services au plus près des besoins des habitants de nos territoires.

Le Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public est un outil supplémentaire de structuration et de déploiement d'une offre cohérente pour notre Gironde.

PAYSAGER LES PROJETS Appel aux collectivités



Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) est lancé par le Département pour les collectivités territoriales ou leur groupement, porteurs d'un projet d'urbanisme.

La thématique retenue en 2018 est : « Fonder le projet d'urbanisme sur le paysage ».

L'aide départementale sous forme de subvention versée sur 3 ans (2018-2020) pourra atteindre 80% de la dépense.

Pour candidater jusqu'au 29 juin :
gironde.fr/collectivites

Contacts au Département :
Direction de l'environnement
l.barrere@gironde.fr
g.peral@gironde.fr



LES
TWEETS

RÉCOMPENSE :

le Département de la Gironde est classé 2^e Département de France pour **la qualité de l'accueil et de la relation à l'utilisateur** par le baromètre AFNOR 2017.

Le 12 avril 2018,
à 18h au Zoetrope à Blaye :
Avant-première du documentaire
« **Ici et maintenant,
la Gironde s'invente** »



Jean-Luc Gleyze a
nommé Philippe
Mahé, directeur
général des services
du Département
de la Gironde.

Des services de proximité partout, pour tous

La Gironde accueille plus de 20 000 nouveaux habitants chaque année. Cette dynamique modifie la structure démographique de certains secteurs et renforce l'attractivité résidentielle de territoires aussi bien périurbains que ruraux, faisant ainsi évoluer les besoins en matière d'accessibilité aux services, privés et publics. Dans le même temps, la réalité contrastée du département, en métropole et zones périurbaines ou rurales, crée une inégalité d'accès aux services. Dans ce contexte, la Gironde et ses acteurs se sont saisis du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public comme une opportunité. Mise en lumière.



De haut en bas,
Maison des services au public de la CdC du Pays Foyen
Mairie de Cartelègue

Gironde attractive

Au regard des moyennes nationale et aquitaine, la Gironde se distingue par sa forte densité (150 hab/km²) et par son poids démographique. Le département compte ainsi plus d'1,5 million d'habitants, soit le quart de la population de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans les secteurs les plus habités en dehors de la métropole bordelaise, plusieurs pôles urbains maillent la Gironde. Ce sont des villes moyennes, que le Département nomme pôles d'équilibre, et dont il souhaite conforter le rayonnement et accélérer le projet local. Ces villes organisent le territoire girondin au regard de leur taille humaine et de leurs fonctions de proximité avec néanmoins des disparités majeures en termes de dynamiques socio-démographiques, d'offres d'équipements et de services.

Dans les intervalles, vivent des franges rurales autonomes aux réalités géographiques particulières et parfois en déclin démographique malgré une forte croissance de la population sur l'ensemble de la Gironde.



commune de Pugnac

Défis majeurs

Ce portrait girondin et le croisement des différentes analyses ont permis de dresser une typologie précise des territoires selon les dynamiques démographiques et sociales, et les évolutions des attentes en service qui en découlent. On entend par service les catégories suivantes : services publics, santé, éducation-jeunesse, culture-sports-loisirs, commerce.

Conjuguer l'attractivité girondine avec un fonctionnement territorial durable est aujourd'hui un enjeu majeur. Il est urgent de corriger l'inégalité d'accès aux services.

En effet, si la notion d'accessibilité renvoie en priorité vers l'accès physique aux équipements (temps et modes d'accès), la réflexion doit s'élargir à l'ensemble des dimensions de l'accessibilité qui ne se résument pas à l'accessibilité physique. Au-delà de l'éloignement aux services, il s'agit de prendre en compte : les aspects liés à l'information, la connaissance et la visibilité du service par les usagers, la prise de contact, l'adaptation des horaires et des disponibilités du service, mais aussi ses facilités d'accès pour les différents publics, le coût global d'accès, la qualité du service rendu, l'accueil, etc.

L'éloignement géographique existe bel et bien dans un département comme la Gironde, plus grand de France. Cependant, le plus prégnant chez les Girondins de la ruralité est sans doute le sentiment d'éloignement tout court, l'impression d'être « loin de tout ».



Bernard Castagnet, vice-président chargé de l'attractivité territoriale, du développement économique et du tourisme

« Le Département de la Gironde maintient un lien de proximité avec les Girondins. Par la présence de ses services sur le territoire, il déploie des politiques qui assurent aux acteurs locaux un accompagnement pour répondre aux besoins quotidiens des populations. Il fédère les acteurs autour d'actions concourant à la réduction des inégalités d'accès aux services. Cette démarche constitue une opportunité pour faire converger, dans l'étape de mise en œuvre qui débute maintenant, les stratégies des acteurs au niveau départemental et territorial. »

Par conséquent, la définition d'une offre de services accessible doit se faire au regard des besoins et des spécificités de la population. **C'est là que le Département intervient, dans son rôle de chef de file des solidarités humaines et territoriales.**

Légitime place du Département

Le Département joue d'ores et déjà un rôle majeur en faveur de l'accessibilité des services au public. Il conjugue politiques de proximité - par la présence de ses services sur l'ensemble du territoire -, et vision globale.

Depuis plusieurs années, le Département contribue à la réduction ou à la correction des inégalités territoriales, sociales et économiques. Il assure un lien de proximité avec les habitants par la présence et le maintien de ses services accessibles et déployés sur le territoire : maisons départementales de la solidarité et de l'insertion, collèges, routes...

La collectivité assure également l'accompagnement des acteurs locaux pour répondre aux besoins quotidiens des usagers : l'aide aux collectivités (maison de santé, aide aux commerces ruraux, équipements culturels et sportifs...), le Coefficient de solidarité (CDS), indice de correction des inégalités territoriales. Elle développe des outils de coopération territoriale au travers des différents schémas de politiques publiques existants, mais aussi via les *Pactes* qui nourrissent le dialogue et recensent les besoins réels des territoires. *Gironde ressources*, l'agence au service des territoires, apporte également aide, conseil et ingénierie. Tout cela est complété par les services départementaux qui travaillent dans la transversalité et la proximité.

Le Département est ainsi l'acteur incontournable de l'aménagement de son territoire.

Nouveau schéma

L'élaboration d'un Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP), inscrit dans la loi NOTRe, apparaît comme une opportunité qui légitime et conforte les missions de chef de file des solidarités humaines et territoriales du Département. L'Assemblée départementale l'a d'ailleurs voté à l'unanimité lors de la séance plénière de décembre 2017.

Le SDAASP est un document cadre stratégique, élaboré conjointement par l'État et le Département.

Cet outil stratégique décline un programme d'actions sur 6 ans (2018-2023) comportant des objectifs de renforcement de l'accessibilité et des mesures concrètes avec trois orientations : corriger les inégalités territoriales d'accès aux services, agir sur l'offre de services par des solutions solidaires et innovantes, agir sur les conditions d'accès à l'offre (physique, culturelle, financière), en faveur des publics en situation de fragilité.

Les paniers de services

4 niveaux de services associés à des temps d'accès considérés comme acceptables par les usagers :



Surtout, il identifie et donne la priorité aux territoires présentant un déficit en matière d'offre et d'accès aux services aux publics.

Ce schéma est confié à la collectivité pour son savoir-faire mais il permet de mobiliser et fédérer les acteurs concernés (opérateurs, collectivités, structures intercommunales, structures sociales...) pour mettre en œuvre et mutualiser le développement des actions, aussi bien en milieu urbain que rural.

En associant les EPCI en lien avec les CTEC*, et les opérateurs de services tels que la CAF, Pôle Emploi, l'ARS, la CARSAT, etc., le schéma permet de faire converger les politiques publiques en matière d'accessibilité. Dans cette gouvernance originale, chacun est co-responsable de sa mise en œuvre, d'impulser et accompagner le déploiement de l'offre de services et de s'assurer de sa complémentarité et de sa bonne coordination sur les territoires.

* Convention territoriale d'Exercice Concerté de la Compétence

Pour quoi faire ?

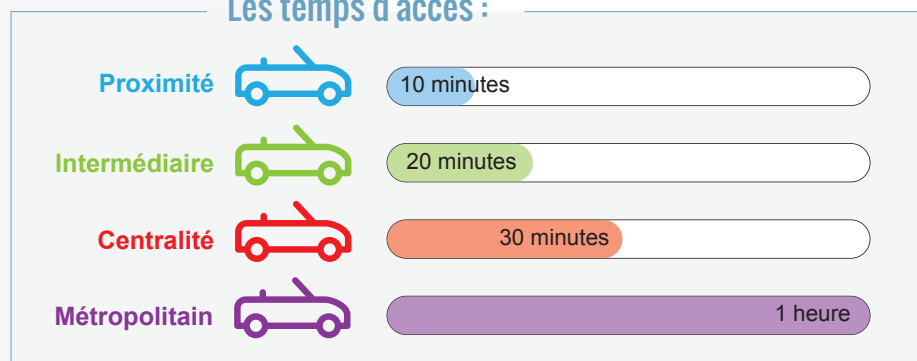
En 2016, un diagnostic territorial précis a été réalisé, conjointement par le Département et la Préfecture girondine, auprès d'un panel de 1 850 habitants interrogés par internet et téléphone. La part de la population couverte par les quatre gammes de paniers de services, à l'échelle du département, est dans l'ensemble satisfaisante et nettement supérieure à la moyenne nationale.

L'adéquation entre l'offre et la demande de services est globalement bonne en Gironde et il existe de nombreuses initiatives et projets – publics et privés – à l'échelle locale. Pour autant, il subsiste des pistes d'amélioration en termes d'accessibilité aux services pour certains secteurs géographiques : les franges les plus rurales au nord, au sud et à l'est du département confrontées à des problèmes de mobilité ; les secteurs en croissance démographique comme le sud du Médoc et de la Haute Gironde, Val de l'Eyre, nord du Libournais et sud Gironde, confrontés au décalage entre l'offre et la demande croissante, en particulier dans le domaine de la santé et de la petite enfance ; les quartiers prioritaires de la politique de la ville confrontés à un manque d'informations et à des phénomènes de fractures numérique, culturelle et linguistique.

Il s'agit ici avant tout de :

- corriger ces inégalités territoriales d'accès aux services,
- d'améliorer l'accessibilité à l'offre en faveur des publics fragiles,
- prendre en compte l'évolution des modes de vie d'un département métropolitain et les besoins spécifiques (insertion, handicap) dans la conception des nouveaux services.

Les temps d'accès :



Facteur de qualité de vie, de lien social, de solidarité, d'attractivité, les services sont appréhendés globalement, intégrant ceux du secteur public mais également ceux rendus par le secteur associatif et le secteur marchand.

Le Département fait du *cousu main*. En se basant sur le diagnostic, il s'agit d'adapter nos pratiques aux besoins réels des territoires, de « prioriser » les financements sur les territoires en déficit de services aux publics et, en lien avec la philosophie des *Pactes*, de bonifier les aides classiques sur ces territoires fragilisés socialement ou de déplaçonner les aides.

La collectivité accueille d'ores et déjà les usagers dans ses bâtiments, elle ira plus loin en parlant à l'usager là où il est.

Enjeux prioritaires

• Améliorer l'accès aux droits

Il s'agit d'améliorer l'accessibilité à l'offre de tous les publics fragiles, sans oublier les personnes âgées et handicapées, par une meilleure structuration, mise en réseau et adaptation de l'offre de services.

En agissant tout particulièrement sur la mutualisation, la complémentarité de l'offre entre acteurs, le Département entend renforcer le maillage du territoire et coordonner un premier *accueil social inconditionnel de proximité*. En 2018, la collectivité départementale propose d'animer le réseau des partenaires depuis les MDSI et les Pôles de solidarité existants, autour de l'offre de services, y compris numérique. Elle souhaite aussi réaliser une charte partagée du premier accueil social et élaborer un guide de l'offre des services à destination des relais locaux (secrétariats de mairies, médiathèques...) et des usagers.

Le Département soutient la mise en place de nouveaux services et en particulier les Maisons de services au public (MSAP) et de santé (MSP). Le déploiement de ces maisons est un levier majeur pour la lutte contre les inégalités d'accès aux droits et à la santé sur les territoires car elles regroupent et coordonnent l'offre de services. En complément de ce maillage territorial, support d'une offre élargie en faveur du développement social, il conviendra de faire des MDSI et antennes sociales des lieux possibles de MSAP.

• Déployer une offre de santé

C'est accompagner les projets pour les territoires moins denses en offre de santé, à l'image des projets de maisons et de centres de santé pluriprofessionnelles qui émergent dans les territoires ruraux. Des démarches peuvent être développées en liaison avec les centres hospitaliers. En 2018, la Gironde sera presque entièrement couverte par des contrats locaux de santé.

• Favoriser l'accès numérique

Favoriser un accès le plus large possible aux services, en levant les freins d'accès physique, numérique et culturel, et agir sur l'accompagnement aux usages numériques, est indispensable dans un contexte de dématérialisation des procédures d'accès aux droits. Pour lutter contre les fractures territoriales et permettre le déploiement des services, les travaux du plan Haut Mega débutent en 2018 : 410 000 foyers seront équipés de la fibre d'ici 6 ans.

Les Assises de la solidarité numérique auront lieu en décembre 2018.

• Agir sur l'offre de mobilité

Il est nécessaire de développer, diversifier et mieux faire connaître l'offre de mobilité girondine, en développant le transport à la demande dans les territoires peu denses et en assurant la pérennité des plateformes de mobilité qui couvrent désormais l'ensemble de la Gironde. Il s'agit enfin de déployer les aires de covoiturage et les pistes cyclables.

• Soutenir les services au quotidien

Pour corriger les déficits de services privés et de commerces dans les centres-bourgs, les revitaliser, le Département apporte d'ores et déjà une aide technique et financière. Il s'oriente vers le développement de contrats de ville d'équilibre pour les pôles de centralité.

gironde.fr/accessibilite-services

Trois expérimentations innovantes

• La Maison des services au public (MSAP) à Castillon-la-Bataille



Ancrée en cœur de ville, à proximité du collège, du centre culturel et d'équipements publics, la **MSAP de Castillon-la-Bataille sera inaugurée cet automne.**

Une question sur l'emploi, la santé ou d'ordre administratif ?

Tous les services seront regroupés en un seul lieu. Horaires d'ouverture élargis, lieu de formation et d'information, antenne médico-sociale départementale, ce nouveau lieu ressource permettra de renforcer l'offre de services, le travail partenarial, la bonne orientation des usagers et d'animer un projet de territoire.

La commune construit avec le Département et la communauté de communes de Castillon-Pujols une grande maison, un lieu unique pour faciliter les démarches des usagers. Le projet fédère 26 partenaires institutionnels ou associatifs autour des thématiques : santé, emploi, insertion et accès aux droits.

Cette structure accueillera les services du Département, ceux de la commune et des partenaires tels que la Caisse d'allocations familiales, la Chambre des métiers, la CARSAT, l'association des paralysés de France ou encore la Mission locale du Libournais.

Un animateur accompagnera les usagers dans leurs démarches de la vie quotidienne ou professionnelle afin d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches administratives relevant de plusieurs organismes publics. Un espace numérique doit également contribuer à réduire l'exclusion numérique et sensibiliser à la dématérialisation des services.

Initiative concertée et innovante, la future MSAP relève d'une réflexion commune autour d'un projet tourné vers l'usager.

Le Département de la Gironde finance la Maison des services au public à Castillon-la-Bataille à hauteur de 380 723 €, sur un montant total de travaux s'élevant à près de 695 000 €.

Contacts

Département de la Gironde
Direction des Coopérations et du Développement des Territoires
Carine Albert, chargée de projet
Tél. 05 56 99 66 37 - c.albert@gironde.fr

Maison des services au public
Rue du 19 mars 1962, 33350 Castillon-la-Bataille

• L'Action pour l'emploi des femmes dans l'Entre-deux-mers (APEFEM) trace sa route en Réolais

L'association œuvre depuis 2001 en sud Gironde. Son but ? Aider les femmes en grande précarité à retrouver le chemin de l'emploi. Organisée en atelier chantier d'insertion, l'APEFEM a développé une activité de lavage de textile pour les entreprises et les particuliers et une boutique de vêtements d'occasion dans le centre de la Réole, où elle emploie 3 salariées permanentes et 12 salariées en CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion).

Forte de cette expérience, l'APEFEM parie aussi sur le numérique et la mobilité pour aider les habitants dans leurs démarches administratives. Ces femmes ont imaginé un fourgon avec, à son bord, une salariée, agent d'accueil et d'information sociale à la disposition des habitants. Équipé de deux ordinateurs, le véhicule sillonne les villages depuis début mars, comme un bibliobus. La fracture numérique existe en Réolais aussi. Elle touche les personnes âgées isolées, les demandeurs d'emploi et souvent les femmes. Véritable projet solidaire et d'innovation sociale, à l'heure où les démarches administratives sont le plus souvent dématérialisées, ce service gratuit accessible à tous permet de faciliter l'accès à l'informatique avec un accompagnement physique, mais c'est aussi un lieu ressources pour amener de l'information sur le territoire, écouter et orienter les personnes vers les organismes adaptés à leur problématique.

Il s'agit ici d'un projet exemplaire qui relie la médiation numérique et l'itinérance : une réponse innovante pour l'accessibilité des services aux publics.

Lauréat du Trophée de l'économie sociale et solidaire 2016, le Département a soutenu le montage de ce projet à hauteur de 2 000 €, 14 500 € au titre de la transition numérique et 24 000 € versés par la Conférence des financeurs. Par ailleurs, l'association a obtenu 33 000 € au titre de l'Insertion par l'activité économique (IAE), et 20 000 € au titre de l'activité d'accompagnement social.



G. Menaert, agent d'accueil et d'accompagnement social
A-M Bioy, directrice de l'APEFEM

• À Guillos, un nouveau commerce de proximité

Guillos a sa boulangerie ! Elle s'appelle La Croustinette et a ouvert ses portes début janvier 2018.

La commune de Guillos, 439 habitants était propriétaire d'un local commercial situé en centre-bourg. Elle avait pour projet de le réhabiliter à neuf et de créer un logement. Sylvia-Mylène Doreau, maire et son conseil municipal souhaitaient y voir s'installer un boulanger-pâtissier. Une étude de marché, réalisée par la Chambre des métiers de la Gironde, a confirmé le marché disponible et la viabilité du commerce pour une activité de boulangerie-pâtisserie avec, néanmoins, la nécessité de proposer un service complémentaire de type dépannage alimentaire ou restauration rapide. Le marché potentiel a alors été estimé de 260 000 à 300 000 euros pour une zone de chalandise de 6 670 habitants.



Multiple rural de Guillos

La commune a donc lancé un appel à projet dans la presse et Laurence et Henrique Torrès ont été retenus par l'équipe municipale qui leur a mis des locaux flambant neufs à disposition.

Après avoir été compagnon et avoir fait le tour de France, monsieur Torrès a tenu une boulangerie à Bazas, avant d'accepter l'opportunité guilloise.

Pains, pâtisseries et snacks sont faits maison. Pour le dépannage alimentaire, il y a un coin épicerie courante, comme un service supplémentaire.

Différentes étapes ont jalonné ce projet, parfois des difficultés, mais l'ouverture de la boulangerie atteste de la capacité des élus locaux à agir pour le maintien ou le développement du commerce de proximité.

Le Département de la Gironde a financé les travaux à hauteur de 29 026 €, sur un montant total de travaux s'élevant à 144 023 €.

Contacts

APEFEM

10, rue des Jacobins 33190 La Réole

asso.apefem@wanadoo.fr

Facebook : Association APEFEM

Tél. 09 67 85 18 17 - apefem.jimdo.com

@pefem rural'IT (bus)

Tél. 07 72 29 39 22 - apefem.ruralite@orange.fr

Contacts

La Croustinette

Laurence et Henrique Torrès

Tél. 05 56 62 20 23 - sarl-lmht@orange.fr

Sylvia-Mylène Doreau, Maire de Guillos

Tél. 05 56 62 52 08 - mairie.guillos@orange.fr

Un jardin pour cultiver le lien



#innovationsociale+environnementale
#participatif #collectif #liensocial
#solidarité #reproductible



Il est des expérimentations qui retiennent l'attention, des projets emblématiques portés par une ville et ses partenaires soucieux de la qualité de la vie de ses habitants et en particulier des plus âgés et des personnes handicapées. Créer un jardin partagé permet de redécouvrir le lien avec la terre, avec les autres, la confiance en soi, la citoyenneté, le pouvoir d'agir, de promouvoir la gestion collective et partenariale, de casser les murs. La ville de Martignas-sur-Jalle, l'ADAPEI (Association départementale de parents et d'amis des personnes handicapées mentales) et l'association Radis Joli l'ont bien compris et ont croisé leur savoir-faire pour le vivre ensemble.

Rencontres improbables

D'un côté, la commune de Martignas-sur-Jalle. Engagée depuis plus de 10 ans dans un contrat local d'accessibilité et de lutte contre les exclusions, elle permet à chaque citoyen martignassais de trouver sa place dans la ville. On fait et on y parle de volonté politique et de celle de l'usager, d'expérimentation, de démarche d'inclusion, de pouvoir d'agir, de citoyenneté mais aussi d'insertion, de formation et d'emploi. Une démarche durable dans laquelle s'inscrivent le CCAS et la Mission locale.

De l'autre, le foyer ADAPEI de Martignas pour personnes en situation de handicap, qui travaille depuis des années avec le CCAS, à l'ouverture de l'établissement sur l'extérieur, fait entrer les habitants dans ses murs, décroïsonne et prend en compte le projet de vie de ses résidents. Ici, les adultes sont atteints de handicap psychique, de déficience intellectuelle ou de troubles du comportement et c'est là qu'a été choisi l'emplacement du jardin partagé.

Enfin, l'association Radis Joli et ses bénévoles qui viennent deux à trois fois par semaine, apportent leur savoir-faire et font vivre le jardin, autrement dit assurent la pérennité du projet. Thierry Pichot, directeur du CCAS, s'enthousiasme : « Sans leur volonté de développer des modèles respectueux de la personne, de s'inscrire dans un développement durable au service du lien social, ce sont des mondes qui n'auraient a priori jamais dû se rencontrer. »

De l'insertion à l'émancipation

La saison estivale est souvent pauvre en dispositifs d'accompagnements des jeunes sans projet professionnel, éloignés de l'emploi ou confrontés à des difficultés d'insertion. À Martignas, juillet et août 2017 ont ainsi été mis à profit pour organiser un chantier écocitoyen pour une quinzaine de jeunes âgés de 16 à 25 ans de la Mission locale Technowest. Ils ont travaillé tout l'été pour réaliser un jardin partagé au sein même du foyer ADAPEI, en coopération avec les résidents du foyer et les bénévoles de l'association Radis Joli. Dans un premier temps, ce chantier a permis à ces jeunes, accompagnés du service prévention de la commune, de s'immerger dans le monde du travail, de découvrir ou retrouver la rigueur des gestes professionnels, d'apprendre l'organisation, et au-delà, de se forger des repères. Ils ont également bénéficié d'un accompagnement pour leur projet professionnel ou leur recherche d'emploi. Enfin, un temps culturel a complété le dispositif pour valoriser, donner confiance et créer l'interaction entre les jeunes et les résidents. Résultat : la belle représentation de théâtre, le soir de l'inauguration en septembre dernier !

Cyril Audebert, foyer de Martignas



Valeurs et sens de l'action sociale

Les jeunes du chantier et les résidents du foyer ont cultivé, observé, échangé et se sont confrontés au travail. Les bénévoles de l'association Radis Joli, dont l'objet est de cultiver en commun ce nouveau jardin selon des méthodes naturelles (bio, permaculture), ont mis leur expérience et leur savoir-être au service des jeunes, de l'insertion. Cette aventure transversale de publics, structures et de politiques, est une véritable réussite sur le plan humain, social et environnemental.

En 2018, Radis Joli continuera à faire fructifier cette belle co-production.

Des repas seront sans doute organisés avec le fruit de ces récoltes... Et pourquoi pas des veillées autour d'une bonne soupe ou encore les matières premières transmises à l'ESAT Magellan à Pessac qui possède une légumerie ? ...

Il n'y a qu'à cueillir les idées, le terreau est prêt !

Contacts

CCAS de Martignas-sur-Jalle
Thierry Pichot, directeur
Tél. 05 57 97 00 51
t.pichot@ville-martignas.fr

ADAPEI de la Gironde
• Sylvie Villenave, directrice
des hébergements Métropole
(Martignas, Cestas,
Blanquefort)

• Marie-France Bonnet,
directrice du foyer de
Martignas
Tél. 05 56 33 69 50
foyer.martignas@adapei33.
com

Association Radis Joli
Philippe Paya, président
Tél. 07 68 35 92 33



Edith Moncoucut, vice-présidente chargée de l'autonomie, du handicap et de la politique de l'âge

« Le devoir du Département est d'apporter des services et des activités aux personnes handicapées, au plus près de leur lieu de vie. L'efficacité de notre aide à la construction de leur parcours réside dans l'écoute de leur projet de vie et la prise en compte de leurs capacités, de leurs besoins. Nous accompagnons aussi les acteurs locaux qui osent, innover au travers de formes de mutualisation, d'actions basées sur la constitution de collectifs. Ces initiatives, respectueuses des personnes, de leur autonomie, ouvrent des perspectives permettant d'espérer qu'elles aient enfin toute leur place dans notre société. Aussi, le Département est-il pleinement mobilisé pour relever ce défi majeur. »

Une belle aventure solidaire, comme dans... *Le Livre Vert*



#insertion #innovationsociale #économiesocialeetsolidaire #ESS
#chaînedulivre #circuitcourt #reproductible



Dans le hangar de 1 000 m², loué par l'entreprise d'insertion *Le Livre Vert*, plus de 150 000 livres collectés à travers la Gironde, remplissent les rayonnages en attendant leur seconde vie. Située sous le pont d'Aquitaine à Bacalan, au bout du bout de la ville, l'entreprise d'insertion est parfaitement ancrée dans le tissu économique local. Il y fait froid, au cœur de l'hiver, et pourtant l'ambiance est chaleureuse autour du café brûlant. 9 employés dont 5 en insertion s'affairent : collectent, encodent, trient et préparent les commandes.

Créée par un jeune couple motivé, cette initiative locale inédite, développe la première logistique métropolitaine entièrement dédiée à la deuxième vie du livre et à l'insertion professionnelle. C'est leur réponse pour lutter contre le chômage de longue durée, la fracture écologique et la surconsommation. Un véritable engagement contre l'exclusion !

Maillon solidaire et innovant

Source de connaissances, expression des imaginaires... objet souvent affectif et précieux, que l'on conserve ou n'ose pas jeter, le livre, quand il s'agit enfin de s'en défaire, finit souvent sa route dans les poubelles vertes ou les déchetteries avant d'être incinéré ou enfoui. Car le livre ne fait pas l'objet d'un tri sélectif et les bibliothèques ou associations n'ont pas la capacité d'absorber le flux de dons. « C'est ici que nous intervenons, lance Nicolas Fesquet, directeur général fondateur du Livre Vert, le livre crée de la valeur grâce au réemploi et au recyclage. Notre modèle économique fait correspondre l'aire de collecte et l'impact social : plus le nombre de livres collectés est important, plus l'activité économique et le nombre d'emplois créés localement, se développent. Créer du flux de livres, fluidifier est prétexte à l'activité. » Ainsi, les livres donnés en Gironde participent à la création d'emplois sur le territoire. D'ailleurs l'entreprise dispose d'ores et déjà de la capacité de stockage nécessaire pour doubler le nombre de livres en stock, l'objectif étant d'atteindre 400 000 livres stockés d'ici la fin 2018.

Créateur d'emplois

En 2017, *Le Livre Vert* a créé 8 emplois en insertion à plein temps et prévoit la création de 3 postes supplémentaires en 2018. Il embauche notamment des jeunes – la moyenne d'âge actuelle est de 26 ans –, en grande difficulté sociale et sans diplôme ou formation qualifiante. Ils découvrent ainsi les métiers de la logistique, construisent un projet professionnel et peuvent également envisager une formation. Ils sont aussi accompagnés et

formés individuellement en interne, par un accompagnant socio-professionnel. Ces emplois sont proposés localement, en partenariat avec des prescripteurs tels que la Mission locale, les PLIE (Plans locaux pour l'insertion et l'emploi) et Pôle Emploi. Parmi ces employés en insertion, *Le Livre Vert* témoigne aujourd'hui de la sortie positive du dispositif de 3 personnes : l'objectif recherché est alors atteint. L'entreprise ouvre également ses portes aux jeunes de l'école de la Deuxième chance, à ceux qui ont décroché, et discute avec l'administration pénitentiaire pour intégrer des personnes condamnées à des heures d'intérêt général.



Denise Greslard-Nédélec, vice-présidente chargée de la politique de l'insertion

« Les politiques de l'insertion sont efficaces lorsqu'elles prennent en compte l'ensemble des problèmes que rencontre une personne en difficulté. Notre ambition c'est d'agir dans la globalité. Le retour vers l'emploi est une condition de la reconquête d'un équilibre personnel. »

Le pourquoi du comment

L'insertion par l'Activité Économique (IAE) propose un accompagnement dans l'emploi ou une forme d'emploi accompagné, opérés par certaines structures en direction de personnes éloignées de l'emploi afin de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

L'IAE s'adresse notamment aux :

- chômeurs de longue durée
- bénéficiaires des minimas sociaux (RSA...)
- jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté
- travailleurs reconnus handicapés

Les contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) sont renouvelables dans la limite d'une durée totale de deux ans.

Au total, depuis le conventionnement IAE de la structure par la DIRRECTE, le Département de la Gironde a financé *Le Livre Vert* à hauteur de 16 000 euros.



Locaux du Livre Vert



Economie circulaire, vertueuse

Le livre est d'abord collecté, puis la logistique s'organise en interne ainsi que la distribution qui prévoit la revente sur Internet, le don à des associations ou le recyclage selon l'état des livres : toute une chaîne de métiers territorialisée dans un secteur en pleine croissance, la logistique.

Aujourd'hui Le Livre Vert compte 150 000 livres en vente, uniquement sur internet, et plus de 20 tonnes de « livres-déchets » recyclés chaque mois. L'entreprise travaille déjà avec des syndicats de traitement des ordures ménagères comme le SEMOCTOM, SMICVAL ou SMICOTOM, ainsi que la déchetterie de Bordeaux Métropole pour collecter les livres dès leur arrivée. Elle dépose aussi des bacs de collecte sur l'ensemble du territoire girondin, dans les médiathèques, les librairies, les associations : un petit réseau de partenaires privé et public en plein développement. Les jolis bacs, en bois issu de palettes d'une entreprise locale, sont fabriqués dans le cadre d'un projet pédagogique par les élèves de 3^e SEGPA du collège Lapière à Lormont. Utiliser les déchets des autres pour créer de la valeur, c'est une véritable chaîne de valeurs !

Bornes collectives, une première

Le Livre Vert collecte aussi directement à domicile, service gratuit aux usagers ou les lecteurs les apportent eux-mêmes sur site. Enfin, et c'est essentiel, la petite boîte développe le premier système de collecte de livres par bornes collectives installées dans l'espace public, notamment sur le territoire métropolitain. Ce déploiement de bornes, qui peut contenir jusqu'à 510 livres, est un projet unique en France, un service simple et gratuit qui permet d'augmenter sensiblement l'arrivage de livres, de doubler le stock, de revaloriser un maximum d'ouvrages et de travailler en amont des déchetteries et ainsi participer à la réduction des déchets sur le territoire. Leur mise en place permet aussi d'être au plus près des habitants pour rendre le don plus accessible, sensibiliser le plus grand nombre à la deuxième vie du livre, et plus largement au réemploi, à l'économie circulaire et aux enjeux du développement durable. Les habitants inclus au cœur du projet deviennent alors acteurs.

La dynamique partenariale du Livre Vert prend la forme d'un partage de compétences, de sensibilisation. Elle favorise la coopération avec les acteurs locaux, associatifs et économiques, valorise leurs compétences et renforce le lien avec le réseau institutionnel. Créatrice de richesses à l'échelle locale et d'une nouvelle chaîne de valeurs, la petite PME sociale est déjà grande !

Contacts

Le Livre Vert

Nicolas Fesquet, directeur général fondateur
Véra DaCunha, directrice
210, avenue du docteur Schinazi 33300 Bordeaux
Tél. 05 33 51 09 53 et 07 77 34 87 15
contact@lelivrevert.com
lelivrevert.com

Direction des politiques d'inclusion et d'insertion
DGAS-PSVS-DPII@gironde.fr

gironde.fr/insertion

EnVols, une épicerie sociale qui décolle !



#aidealimentaire #solidarité #développementsocial #proximité
#mixité #liensocial #reproductible

Les épiceries sociales et solidaires sont des boutiques où un public en difficulté économique, fragilisé ou exclu, peut faire ses courses à prix réduit. C'est une définition théorique. Sur le terrain, elles sont de véritables lieux d'échanges et de convivialité où se tisse le lien social. À Lesparre, l'épicerie portée par l'association EnVols est un projet exemplaire de solidarité humaine et territoriale. D'entraide et d'inclusion.

Gouvernance partagée

Créée en 2003, EnVols propose un ensemble de services et d'outils de proximité, à toutes les familles. C'est en 2005 que l'épicerie sociale, activité centrale de l'association, a ouvert dans des locaux nichés au centre ville de Lesparre.

Sur un secteur de 15 communes, EnVols touche tout un territoire en déficit de services aux publics : les 11 communes de l'ancienne communauté de communes Cœur du Médoc devenue Cœur de Presqu'île, auxquelles s'ajoutent Naujac-sur-Mer, Vendays-Montalivet, Queyrac et Valeyrac. Elles sont toutes associées et impliquées dans la gouvernance de l'association au même titre que d'anciens usagers de l'épicerie, le Secours catholique ou d'autres associations locales.

Lieu de mixité

La présidente et les trois salariées mènent avec courage et créativité, un travail de fond sur les habitudes de vie comme l'alimentation, l'hygiène et la santé à travers l'activité de l'épicerie. Mais elles vont bien au-delà, en œuvrant dans une démarche participative, à favoriser le lien social, le lien familial et intergénérationnel ou encore l'estime de soi pour favoriser le retour dans l'emploi du public en situation vulnérable.

EnVols est aussi un lieu vivant et tout public, d'accueil et d'informations, de rencontres et de solidarité.

L'endroit offre de nombreuses activités pour tous : atelier cuisine, de couture ou d'initiation à l'informatique, sorties en famille, actions de prévention santé, et accompagnement dans les démarches administratives. C'est aussi un Point service CAF ouvert aux allocataires, un Espace de Vie Sociale (EVS) agréé par l'organisme.

L'association a élaboré un fil conducteur social fort : un véritable lieu-ressources où les personnes trouvent des réponses à des problèmes individuels et où les actions collectives s'accordent avec leurs besoins.

Au cœur du projet, l'épicerie sociale

Pour avoir accès à l'épicerie sociale et solidaire, le bénéficiaire doit avoir un "restant pour vivre" inférieur à 150€. Ces personnes en situation de fragilité sont orientées vers EnVols par la MDSI de Lesparre, le prescripteur le plus important de l'association. Outre la commission technique des structures partenaires qui étudie la situation des bénéficiaires et son évolution, un accompagnement individuel régulier est effectué par l'association, avec des objectifs précis encadrés par un contrat de droits et d'engagement d'une durée de six mois, renouvelable une fois. Ils peuvent alors faire leurs courses, une fois par semaine, pour un montant maximum de 30€ par mois par personne (équivalent à 10% du prix du marché, soit 300€ de marchandises), et 10€ par personne supplémentaire.



Martine Jardiné,
vice-présidente chargée
de l'habitat, logement et
développement social

« La création d'épicerie solidaires constitue un levier de la solidarité et de la capacité citoyennes. L'épicerie solidaire est aussi un lieu qui permet de rompre l'isolement, de reprendre confiance en soi et d'aller vers les autres. Agir en faveur du développement social, c'est accompagner chacune et chacun vers l'autonomie. Le Département consolide ce réseau et l'étend notamment dans les secteurs en déficit de services au public. »

À Lesparre, la personne est prise en considération dans tout son parcours de vie et souvent conseillée sur d'autres problématiques, guidée pour faire face à des dettes par exemple, acheter des vêtements ou passer le permis de conduire. Elle est également informée de ses droits et orientée vers des formations, et surtout amenée à reprendre confiance en elle, à regagner de l'estime de soi. Toutes les actions du projet d'EnVols contribuent à remettre debout des personnes isolées, fragilisées socialement, à les aider à relever la tête. Et une année est souvent la durée nécessaire à l'aboutissement d'une telle ambition !

Cercle vertueux et durable

Les bénéficiaires de tous ces services expriment leur satisfaction et participent à la vie du lieu. La plupart reste d'ailleurs adhérent après être sorti du dispositif afin d'accompagner les nouveaux arrivants et de pérenniser l'entraide : un véritable cercle vertueux ! Tout comme l'est celui de l'approvisionnement de l'épicerie.

EnVols vend des produits de deuxième catégorie récupérés dans les supermarchés, se fournit à la Banque alimentaire. De plus, adhérente de l'Association nationale des épicerie sociales (ANDES), elle travaille aussi avec Uinterre qui livre des fruits et légumes de saison cultivés par des producteurs, eux-mêmes en difficulté. Les producteurs plantent en fonction des pré-commandes de l'épicerie et livrent une fois par semaine des produits de première catégorie, travaillent localement et retrouvent une activité plus florissante.

Enfin, les épicerie, commerces de la commune, adoptent une certaine souplesse pour les achats de l'épicerie sociale allant parfois jusqu'au don.

Encore des projets...

Dans son lieu, l'association fédère d'autres projets qui viennent compléter son offre sociale. Ainsi la Clinique mutualiste de Lesparre organise des permanences autour de la prévention de la santé, de la nutrition ou des addictions. La CPAM effectue des bilans de santé. L'Insup, organisme de formation, occupe le deuxième étage et oriente également le public, le remobilise vers l'emploi.

Enfin, EnVols a un projet dans ses cartons qui lui tient à cœur : l'itinérance. Il s'agit d'aller au devant des habitants et leur proposer les mêmes services « à domicile ». La mobilité est un enjeu prégnant.

Dedans ou dehors : EnVols active l'outil d'insertion, d'inclusion au quotidien.

Le pourquoi du comment

L'enjeu alimentaire est essentiel dans les soutiens aux publics vulnérables. Le Département appuie le développement d'un réseau d'épicerie sociales et solidaires et favorise la mise en place de liens étroits avec les acteurs des circuits courts.

- En 2017, 20 épicerie sociales et solidaires soutenues par le Département.
- Près de 8 000 tonnes de denrées alimentaires distribuées chaque année en Gironde pour plus de 97 900 personnes.
- Près de 305 000 euros versés aux structures qui œuvrent dans le domaine de l'aide alimentaire.



126 familles bénéficiaires,
soit 398 personnes



dont 213
enfants



70 familles
bénéficiaires ont
1 enfant à charge



104 familles
bénéficiaires ont
≤ 3 enfants à charge



56 > 70 ans



41 > 45 ans



72%
de femmes



43%
de personnes seules

Contacts

Association EnVols
4, rue Bien Aimé Coiffard
33341 Lesparre-Médoc
Annie Bonnet, Présidente
Stéphanie Colas, directrice
Tél. 05 56 41 80 61
solenvols@orange.fr

Département de la Gironde
Direction des interventions et
du développement social
Isabel Moreno, directrice
Tél. 05 56 99 33 33
dgas-psvs-dids@gironde.fr
gironde.fr/epicerie-solidaires

Actualités réglementaires

Administration

Marchés publics : anticiper la « full-demat » en 2018

Au 1^{er} octobre 2018, les marchés publics de plus de 25 000 euros devront être passés selon une procédure entièrement dématérialisée.

Maires de France - 01/01/2018 - n° 353 - p.62-63

Auteur : Fabienne Nedey

Commande publique - Le sourcing expliqué en 7 points

En amont de la passation d'un marché public, l'acheteur peut effectuer des consultations ou réaliser des études. Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

Gazette des communes (la) - 27/11/2017 - n° 2392 p.67

Auteur : Pierre Villeneuve

Associations - Code du travail : ce qu'il faut retenir des ordonnances

Les associations employeuses sont concernées.

Associations mode d'emploi - 15/10/2017 - n° 192 - p.34-35

Auteur : Fatou Saye

Loi Travail : la négociation collective dans les petites associations

Les ordonnances du 23 septembre 2017 réformant le code du travail renvoient un certain nombre de sujets à la négociation collective.

Explications.

Association mode d'emploi - 01/12/2017 - n° 194 - p.31

Auteur : Marie-Pierre Bérut

50 questions - La tarification des services publics locaux

Rappel des grands principes sur la tarification des services publics locaux.

Courrier des maires (le) - 01/12/2017 - n° 318 - 15 pages

Auteurs : Stella Flocco, Agathe Delescluse, Alexandre Aderno

Guide pratique - Connaître - Optimiser - Contrôler -

Le patrimoine des collectivités locales

L'objectif de ce guide est de proposer des pistes de réflexion permettant de moderniser la gestion du patrimoine des collectivités locales.

Courrier des maires (Le) - 01/11/2017 - n° 351 - 26 pages

Services au public : des schémas pour quoi faire ?

Ce dispositif est issu de la loi NOTRe (article 98)

Maires de France - 01/11/2017 - n° 351 - p.58-60

Collectivités territoriales

Statut de l'élu(e) local(e) (mise à jour janvier 2018)

Il s'agit de la brochure « Statut de l'élu(e) local(e) » de l'AMF, dans sa version de janvier 2018.

AMF - 2018-01-18

Fiches pratiques - Les missions pluridisciplinaires du maire

15 fiches relatives au logement, à l'environnement et à la gestion administrative.

Gazette des communes (la) - 20/11/2017 - n° 2391 - p.101-128

Auteur : Nathalie Lavray

Communication

Mise en œuvre du RGPD : comment documenter sa conformité

Le RGPD impose aux collectivités de se mettre en conformité avec les règles relatives à la protection des données et de pouvoir démontrer qu'elles les respectent.

Un registre des traitements devra être élaboré et tenu à jour. Règlement européen 2016/679 du 27-04-2016.

Gazette des communes (la) - 15/01/2017 - n° 2398 - p.62-63

Auteur : Elisa Corraza

Lettre du maire (la) - 23/01/2018 - n° 2026 - p.6

Règlement général pour données personnelles

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) entrera en application le 25 mai 2018, Les associations devront le mettre en application.

Jurisassociations - 15/01/2018 - n° 571 p.16-30

Auteur : Fabrice Naftalski

Associations : 5 recommandations pour bien protéger vos données

Comment respecter les obligations définies par la loi informatique et libertés ?

Associations mode d'emploi - Novembre 2017 - n° 193 - p.26-37

Auteur : Laurent Costy

Culture

Le sport pour tous, enjeu sociétal majeur pour les collectivités

Ce dossier fait le point sur les difficultés et les solutions qui existent afin de favoriser la pratique sportive sur les territoires.

Ingénierie territoriale - Octobre 2017 - n° 29 - p.21-59

Économie

Suggestion d'ouvrage : « Créer, gérer, animer une épicerie sociale » :

L'épicerie sociale est un mode de distribution de l'aide alimentaire qui respecte la dignité de chacun et favorise l'inclusion sociale.

Dans ce guide, vous pourrez trouver des conseils pratiques, des suggestions et des exemples destinés à faciliter la mise en œuvre et la réussite de ces projets.

Auteur : Alain Seuge - 2013

Editeur : Fédération française des Banques alimentaires

Economie sociale et solidaire l'emploi autrement

De nouvelles formes d'emploi se développent notamment dans l'économie sociale et solidaire.

Jurisassociations - 01/02/2018 - n° 572 - p.14-31

Auteurs : Francis Levy

Boutillier Sophie

Guide des financements des infrastructures pour la transition écologique

L'association Les Eco Maires et la Fédération nationale des travaux publics s'engagent concrètement pour accompagner les collectivités locales dans la Transition écologique, en éditant ce guide.

ECO MAIRES - 2017-11-22

Environnement

Espaces verts. Le régime juridique des jardins partagés

Cette fiche technique revient sur les modalités juridiques de ces initiatives.

Journal des maires (le) - 01/07/2013 - n° 7/8 - p.55-56 -

Auteur : Philippe Léandri

La gestion du risque cavités souterraines - Guide à l'usage des collectivités

Ce guide, destiné principalement aux élus et aux services techniques des collectivités à vocation à faire émerger des stratégies locales de gestion du risque à l'échelon communal ou intercommunal.

CEREMA - 2017-12-15

Finances

50 questions - Les outils de financement alternatif à la disposition des collectivités

Thématiques abordées : partenariat public/privé, financement participatif, formes particulières du financement participatif, le mécénat, les contrats financiers...

Courrier des maires (le) - 01/01/2018 - n° 319 - 15 pages

Auteurs : Bruno Wertenschlag

Olivier Poindron

Julien Moreau

Fiscalité directe locale : un guide complet à destination des collectivités

La DGFIP publie un guide complet dédié à la fiscalité directe locale, à l'usage des agents des collectivités et établissement locaux.

Ce guide sera progressivement enrichi et régulièrement mis à jour afin de tenir compte des nouveautés législatives et des besoins des collectivités

DGFIP - Télécharger le guide - Décembre 2017 - Accéder à la rubrique Fiscalité directe locale

Transport

Bâtiment - Accessibilité des ERP : franchir les paliers avec agilité

Où en est-on et comment poursuivre les efforts ?

Techni.cités - 01/11/2017 - n° 307 - p.27-32

Auteurs : Eric Cimala et Laurent Saby (Cerema)

Pour plus d'informations liées à ces articles

Contact

Direction de la Documentation
05 56 99 33 33 poste 59-72
dgac-pcdd-ddoc@gironde.fr

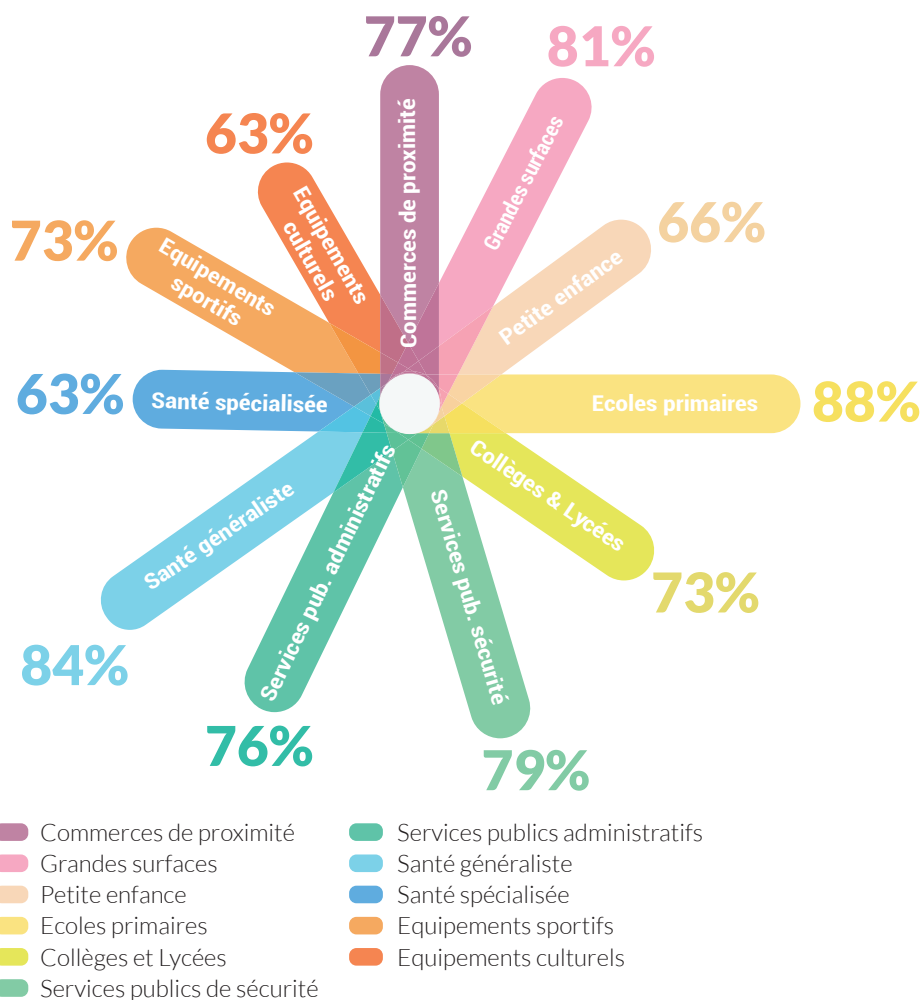
Chaque mois, retrouvez une sélection d'informations réglementaires en ligne : gironde.fr/les-reperes

GIRONDESCOPIE LA BOÎTE À OUTILS DES TERRITOIRES

GironDESCOPIE.fr est le portail de la connaissance territoriale de la Gironde. Il a pour objectif de réunir et de mutualiser l'ensemble des ressources nécessaires à l'analyse et à la représentation des dynamiques territoriales en donnant accès à une sélection d'informations sous différentes formes : cartographies, études, datavisualisations, photos, vidéos.

Les Girondins sont-ils satisfaits de l'offre en services et équipements sur le département ?

Taux de satisfaction des girondins sur l'offre en services et équipements obtenu à partir des résultats de l'enquête téléphonique et web commandée dans le cadre de l'élaboration du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP). L'enquête a été menée par le cabinet GMV au cours du mois d'avril 2016 à partir d'un échantillon de 1 848 girondins.



Contact

Département de la Gironde

Direction des coopérations et du développement des territoires

Rodolphe Zuniga, *chef de projets observation et prospective*

Tél. 05 99 33 33 - poste 64 44

r.zuniga@gironde.fr



Sylvie Dubois, à droite et Delphine Fritsch, maîtresse de maison.

« Si, dans votre regard,
l'avenir de l'enfant ne brille
pas, il ne peut pas avancer »

À l'entrée du village Les Peintures, commune de 1 600 habitants toute proche de Coutras, une grande bâtisse de pierres blondes flanquée de deux palmiers, protégée de la route par un jardin et un portail grand ouvert... C'est le cadre.

Sur le seuil, Sylvie Dubois nous interpelle. La pétillante fondatrice et responsable du lieu de vie et d'accueil Le Pass'Âge, nous ouvre la porte d'un nid qui recueille les enfants qui en sont un jour tombés.

Histoire d'une vie.

« Faire avec »...

Cette petite structure comme une maison de famille accueille en ce moment cinq enfants âgés de 7 à 12 ans, placés sous la protection du Département. Abîmés par la vie, ne pouvant vivre dans leur famille parce qu'ils sont en danger et/ou sous ordonnance de placement, en ruptures successives de famille d'accueil, ils trouvent, dans cet endroit, un cadre stable, une présence permanente et attentive pour grandir, devenir adulte en faisant avec leur histoire, souvent douloureuse.

« Et pour vivre avec et ensemble, le respect mutuel est nécessaire », explique Sylvie. « Vivre avec les autres n'est pas évident, il ne suffit pas d'être à l'écoute : accepter et comprendre la différence fait partie d'une réflexion constante. En institution, il n'est pas toujours évident de prendre du temps pour s'occuper seulement d'une personne, et d'une personne seulement. » Elle ajoute comme un credo qu'il s'agit de prendre en compte chaque individu dans sa globalité pour ajuster la prise en charge de chacun.

Le constat de Sylvie est d'autant plus juste qu'il a du sens dans son parcours : elle a toujours travaillé dans le social, en collectivité, et de formations en institutions, elle s'est construite professionnellement, dans le domaine de l'enfance et l'adolescence (Foyer occupationnel, Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique ou encore Maisons d'Enfants à Caractère Social).

Histoire de famille et lieu de travail

La vie de Sylvie Dubois est truffée de rencontres, de celles qui marquent des étapes et soutiennent la construction des rêves... Elle a ainsi trouvé sur son chemin Christophe et Pascal, couple sans enfant, qui lui a proposé d'utiliser sa maison comme lieu de vie pour réaliser son projet. Elle a fait le choix de ne pas habiter dans cette maison avec les enfants qu'elle accueille, même si elle y passe 20 jours et 20 nuits par mois depuis son ouverture début octobre 2017 et son agrément par les services de la protection de l'enfance du Département, compétent dans ce domaine. Elle insiste sur ce point : sa maison familiale est à 40 km de son lieu de travail.

Dès l'été dernier, Sylvie Dubois aidée de son compagnon, impliqué désormais dans la vie et l'entretien de la maison, ont réalisé les travaux d'aménagement sur deux niveaux.

« Vivre avec les autres n'est pas évident, il ne suffit pas d'être à l'écoute : accepter et comprendre la différence fait partie d'une réflexion constante »

Ses propres enfants, au nombre de quatre, sa belle-fille et ses nombreux amis, ont tous accompagné, d'une manière ou d'une autre, l'émergence de ce projet.

Innovation et alternative au quotidien

Elle précise : « On est juste des maillons, ensemble, chacun à sa place. Ici, les enfants sont tous placés, chacun à un mode de fonctionnement avec sa souffrance. Nous, on doit aller bien. On a des faiblesses pourtant, et les enfants peuvent le savoir. On expérimente, on teste, chacun doit trouver sa propre solution pour aller mieux... »

Engagée dans sa vie de tous les jours, Sylvie creuse le sillon d'une méthode alternative et innovante pour ces enfants dont la durée de placement est définie lors de leur admission et renouvelable avec les autorités compétentes.

Les valeurs du Pass'Âge sont basées sur le respect de l'autre, le bien vivre ensemble, l'échange, le partage, la complicité, l'écoute, pour trouver sa place dans la société.

Autour de Sylvie Dubois, deux éducateurs, une maîtresse de maison, et un assistant chargé de l'entretien, font vivre la maison jour et nuit. Tous les enfants sont scolarisés et s'autorisent, comme les grands, à se faire plaisir ; pas de casquette de directrice ni de baguette magique, juste de la « poudre de perlimpinpin » !!! sourit Sylvie. Dans les mots, dans le toucher, à toutes les places : rassurer les enfants. Sylvie y tient : « Tout est possible, tout dépend de ce qu'on y met ».

Et après...

L'objectif est clair pour l'équipe éducative : mettre tout en œuvre pour permettre le retour à domicile quand c'est possible, les orienter vers un avenir meilleur. Sylvie Dubois accompagne ainsi les parents des enfants qu'elle accueille, et maintient le lien, les rencontre dans des lieux neutres. Elle valorise et coopère avec les écoles qui reçoivent les enfants, leur ouvre les portes de la vie extérieure. Elle travaille aussi avec une naturopathe pour créer le jardin de la maison et avec l'écurie des A à Saint-Seurin-sur-l'Isle pour le soin avec l'animal.

Sylvie expérimente la méditation avant le coucher, pratique la communication non violente, tente la cuisine locale et les goûts nouveaux. Elle multiplie les expériences à l'intérieur et à l'extérieur. Dans cette maison qui respire la bienveillance, elle prend soin et répare le dialogue avec les enfants, en toute confiance. Seulement trois mois d'ouverture et déjà le vivre ensemble est possible.

Contact

Le Pass'Âge
19, avenue de l'Europe
33230 Les Peintures
Géré par l'association Akasha
Tel. 07 60 71 39 39
gironde.fr/protection-enfance